



«Il y aura plus de 2 millions de manifestants le 7 septembre»

Une interview du Parisien, datée du 25 août 2010 - *Propos recueillis par Catherine Gasté-Peclers*

Combien de manifestants attendez-vous le 7 septembre ?

Il y a énormément d'éléments réunis pour que cette journée soit forte. La date est connue depuis la fin juin. Pendant l'été, nous avons fait, comme les autres syndicats, beaucoup d'information sur les plages, dans les entreprises. Et je n'ai pas rencontré de salariés d'accord pour partir en retraite à 62 ans ou retarder de 65 ans à 67 ans leur départ pour ceux qui n'ont pas toutes leurs annuités. De plus, l'ensemble des syndicats appelle à cette mobilisation. Sans compter le contexte global de rigueur et d'austérité de cette rentrée.

Où mettez-vous la barre ?

Pour moi, il y aura plus de 2 millions de manifestants.

Nicolas Sarkozy a pourtant prévenu en juillet qu'il ne renoncerait pas à repousser l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, quel que soit le nombre de manifestants...

Est-ce une provocation ou une façon de dire qu'il ne bougera pas? Seul l'avenir le dira. S'il y a beaucoup de monde et s'il y a d'autres actions par la suite, il sera obligé d'en tenir compte. Il est certain que cette manifestation ne suffira pas. Mais j'ai eu l'occasion de relire pendant l'été le livre qu'il avait écrit juste avant l'élection présidentielle de 2007. Parmi les formules intéressantes, il explique que 3 millions de manifestants contre le CPE, ce n'est pas rien.

Chaque année, vous annoncez un automne social chaud, qui fait souvent un flop. Quelles sont les conditions pour une unité d'action durable ?

Même si FO n'a pas signé le communiqué syndical, l'unité d'action existe. Cela étant, tout le monde sait bien que les manifestations à répétition ne sont pas efficaces. Le calendrier est court. L'essentiel va se jouer entre le 7 et le 17 septembre, au moment où les députés examineront le projet de loi. En fonction de la réussite de cette journée, il faudra trouver d'autres moyens pour maintenir la pression. Nous verrons comment le gouvernement et le Parlement réagiront. Mais Nicolas Sarkozy ne nous laisse pas d'autres solutions que le rapport de force. Il y a deux dossiers sur lesquels il veut se montrer intransigeant, pour des raisons financières et afin de satisfaire les marchés: la retraite et le budget. Aujourd'hui, on gouverne à la corbeille.

Pourquoi avez-vous refusé de signer le communiqué syndical de lundi ?

Ce n'est pas une posture. Tout le monde fait le même constat. Cette réforme est injuste et inefficace et pourtant le communiqué syndical n'exige pas son retrait. Pourquoi les autres syndicats ne souhaitent-ils pas employer ce terme? Je ne le sais pas. La réforme des retraites, c'est comme la cuisine: si le plat est raté, indigeste, ce n'est pas parce qu'on va remettre une pincée de sel ou une cuillerée d'huile d'olive qu'il va être mangeable. On le balance et on prend une autre recette. Pour moi, il faut zapper tout le texte gouvernemental. Pas question donc de ne discuter, comme le propose encore hier dans un courrier Éric Woerth, que de la pénibilité, des carrières longues et des polypensionnés, et pas du reste.

Allez-vous tout de même répondre à l'invitation d'Éric Woerth ?

Tous les syndicats ont déjà été reçus plusieurs fois pour donner leurs éclairages et leurs solutions. J'ai même écrit au début de l'été au ministre du Travail. Je ne refuse pas la discussion. On va à nouveau le rééclairer s'il a besoin de lumière, mais il ne va rien apprendre. Je resterai ferme sur mes positions.

Sur l'affaire Bettencourt et les implications supposées du ministre du Travail, les syndicats sont restés très discrets. Pourquoi ?

Ça ne relève pas du rôle d'une organisation syndicale. Nous ne choisissons pas nos interlocuteurs, qui sont désignés par le président de la République et le Premier ministre. C'est vrai que cette affaire a fragilisé Éric Woerth. Mais nous n'avons pas à faire de commentaires là-dessus. Nous ne nous intéressons pas aux hommes ni à ce qu'ils peuvent faire, mais à leur politique. Ce qui m'importe, c'est la position du gouvernement sur les retraites. Pour le reste, que la justice fasse son travail. Cela a toujours été notre position.

Le gouvernement doit-il maintenir Éric Woerth à son poste ?

C'est au gouvernement d'assumer ses choix. Ce n'est pas la préoccupation première des salariés, de plus en plus mécontents. Le plus grave à leurs yeux, c'est que rien n'a changé depuis la crise. Les entreprises du CAC 40 et les banques s'en sortent toujours aussi bien, alors que pour eux la situation s'aggrave. Mais il n'est pas impossible que le sujet soit présent dans les esprits des manifestants. Chacun est libre de venir avec la pancarte qu'il veut.